

QUESTION D'ACTUALITE

Groupe socialiste, écologiste et républicain

Antony CAPS, vice-président délégué à l'éducation, à la citoyenneté et aux sports

Conseiller départemental du canton d'Entre Seille et Meurthe

Inondations du mois de juin 2016

Monsieur le Président,

Ces dernières semaines auront été marquée par des inondations aux conséquences lourdes pour certains de nos territoires, leurs habitants, leurs entreprises. Je pense notamment aux secteurs de Briey, de Jeandelize, de Valleroy, de Chenicourt, Jeandelaincourt, Moivrons, Sivry, et du lunévillois.

Une pluviométrie record, combinée à des sols saturés a entraîné une montée rapide des cours d'eaux et des débordements. Si les heures vécues par nos concitoyens au plus fort des événements furent difficiles, les lendemains le sont encore plus.

Nombre d'entre nous ont pu mesurer l'étendue des dégâts sur le terrain. 12 communes de Meurthe-et-Moselle sont reconnues en état de catastrophe naturelle et 40 auront au final été impactées.

Je souhaite tout d'abord souligner le travail remarquable de nos sapeurs-pompiers, de nos services départementaux, qui ont œuvré jour et nuit pour venir en aide aux personnes, et pour effacer les traces de ce qui sera un épisode climatique sensible pour notre département.

Les équipes ont été soumises à rude épreuve et elles ont démontré tout leur professionnalisme et cette capacité à être au service des autres dans un moment où on le sait cette présence est primordiale pour les personnes.

Le coût financier des inondations n'est pas sans nous rappeler l'urgence d'agir plus encore : en moyenne 650 à 800M€/an. Ce dernier épisode pourrait quant à lui coûter un peu plus d' 1 Milliard à la France.

Cela doit nous sensibiliser à l'urgence de renforcer la prévention des inondations mais plus encore de travailler de manière concertée à une échelle pertinente d'action pour faire que nous ne soyons en capacité d'agir le plus en amont possible.

Il nous faut poursuivre le travail de développement de nos connaissances des phénomènes, favoriser le développement de la culture du risque, renforcer les dispositifs de vigilance et d'alerte.

Notre département s'est fortement engagé depuis plusieurs années dans l'EPTB et je souhaitais savoir monsieur le Président, comment nous allons pouvoir amplifier notre implication ? Il y a un enjeu majeur pour faire émerger une réelle solidarité de bassin.

En outre, je souhaiterais savoir dans quelle mesure le département pourrait intervenir dans le cadre d'un soutien aux communes qui ont été touchées ?

Je vous remercie.